**Revue de la régulation**
Capitalisme, institutions, pouvoirs

**22 | 2nd semestre / Automn 2017**
**Financiarisation et Classes sociales**

# L'exploitation financière des secteurs populaires argentins

*Financial Exploitation in Argentinian Popular Sectors*

*La explotación financiera en sectores populares de la Argentina*

**Pablo Ignacio Chena et Alexandre Roig**

**Édition électronique**
URL : http://journals.openedition.org/regulation/12409
DOI : 10.4000/regulation.12409
ISSN : 1957-7796

**Éditeur**
Association Recherche & Régulation

**Référence électronique**
Pablo Ignacio Chena et Alexandre Roig, « L'exploitation financière des secteurs populaires argentins », *Revue de la régulation* [En ligne], 22 | 2nd semestre / Automn 2017, mis en ligne le 26 janvier 2018, consulté le 29 janvier 2018. URL : http://journals.openedition.org/regulation/12409 ; DOI : 10.4000/regulation.12409

Ce document a été généré automatiquement le 29 janvier 2018.

© Tous droits réservés

# L'exploitation financière des secteurs populaires argentins

*Financial Exploitation in Argentinian Popular Sectors*
*La explotación financiera en sectores populares de la Argentina*

**Pablo Ignacio Chena et Alexandre Roig**

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Pour une bonne visualisation des figures mobilisées dans cet article, pensez à cliquer sur le lien vers l'original (jpeg) situé sous chaque figure.

## Introduction

1 Une catégorie de travailleurs a pris de l'importance, ces six dernières années, dans la discussion politique argentine : « les travailleurs de l'économie populaire ». Celle-ci regroupe actuellement 4,22 millions de travailleurs et représente 35 % de la population active argentine (Tableau 1). La construction de ce groupe social répond à un processus d'autodéfinition et à la transformation d'une subjectivité politique qui va au-delà de la caractérisation négative usuelle : ceux qui ne sont pas inclus dans le processus industriel et qui sont en dehors de tout contrat de travail.

2 Depuis 2001, et à la suite d'un ensemble de politiques publiques, ces travailleurs, issus en grande partie du mouvement de chômeurs (« movimiento piquetero »[1]), sont parvenus à une identification commune, certes encore diffuse et confuse, mais qui permet d'agencer des rapports multiples au travail. « Sans patron », se disent-ils : recycleurs de poubelles, vendeurs ambulants, membres de coopératives, d'entreprises récupérées ou encore travailleurs autonomes. Considérant avoir créé leur propre outil de travail et source de revenus, ils perturbent la catégorie de travailleur et élargissent sa polysémie. À la fin du siècle dernier, ils se sont battus pour que les chômeurs soient reconnus par les syndicats,

donnant lieu à la création de la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA), et ce alors même que la Confédération Générale des Travailleurs (CGT) ne voulait pas les incorporer à leur organisation. Dans un contexte de politiques sociales qui ont garanti des minima de revenus, ils ont créé différentes organisations comme le Mouvement des Travailleurs Exclus (MTE) ou le mouvement *Evita*[2].

3 Des dirigeants de différentes organisations sociales, qui représentaient ces travailleurs, se sont organisés en syndicat. La Confédération des Travailleurs de l'Économie Populaire (CTEP) a été créée en 2011 sur la base d'un diagnostic partagé par l'ensemble des organisations[3] : le processus productif formel ne pourra pas absorber ce secteur qui représente près d'un tiers de la population. Cependant, la CTEP n'a obtenu la reconnaissance juridique de la part de l'État que le 9 décembre 2015. Si un rapport atypique au travail les caractérise, ces travailleurs n'en restent pas moins liés aux processus productifs généraux. Surtout, leur autonomie est mise à l'épreuve des relations financières dans lesquelles ils sont enserrés et qui tendent à reproduire, sur le terrain de la finance, l'exploitation qu'ils tenaient tant à éviter dans le cadre de leurs relations de travail. C'est la façon dont l'exploitation financière déstabilise la tentative de construire l'économie populaire comme une classe sociale que cet article prend pour objet. Car cette exploitation financière va bien au-delà d'un surtaux d'intérêt, elle constitue une usure qui « agglomère l'argent là où les instruments de travail sont éparpillés » (Marx, 1894).

4 Certains stigmatisent ces travailleurs, qualifiés d'armée de réserve du capitalisme (Cardoso, 1969), quand d'autres valorisent leur identité de travailleurs aux marges des mécanismes d'exploitation capitaliste (Nun, 1969). De leur côté, tel que l'analyse César Giraldo (2017), les penseurs néolibéraux font d'eux des micro-entrepreneurs. Enfin, la pensée développementaliste latino-américaine les identifie à une masse de main-d'œuvre excédentaire, marginalisée du système capitaliste mais de façon transitoire, appelée à être réincorporée, par la suite, au processus industriel. Le fait que, dans la majorité des cas, ces travailleurs ne vendent pas leur force de travail à un patron et conservent des moyens précaires de production contribue à ce que les courants dominants du savoir les enferment dans des concepts préexistants. Sans chercher à rabattre l'économie populaire sur des catégories préexistantes, ce texte décrit en quoi consiste la catégorie « d'économie populaire » telle que revendiquée par les travailleurs eux-mêmes : la façon dont ils identifient leurs pratiques économiques, construisent leur mobilisation sociale et travaillent à leurs modes de représentation politique. La catégorie d'économie populaire se distingue en Argentine de deux autres registres utilisés pour définir cette frange de la population économique : l'économie sociale et solidaire (Coraggio, 2012) et l'économie informelle (Hart, 1972). Les dirigeants des travailleurs de l'économie informelle rejettent ces qualifications. Un des dirigeants de la CTEP, dans un entretien réalisé en 2015, le résume ainsi : « nous avons nos formes, s'ils ne les reconnaissent pas, c'est leur problème ». De fait, ce refus de la catégorie d'informalité s'explique conceptuellement et institutionnellement. Placée au centre des discours officiels du ministère du Développement Social, la notion d'économie informelle a en effet alimenté le champ de l'économie sociale et solidaire pendant plus d'une décennie , et se trouve par conséquent associée à une politique réduisant ce type de travailleurs à des sujets passifs de la politique sociale. C'est pourquoi les référents des organisations qui constituent la CTEP veulent se distinguer de ce type de rapport à l'État, sans pour autant exclure la possibilité de collaborer avec des organisations qui se revendiquent du champ de l'économie sociale et solidaire.

5 Malgré ces tentatives de différenciation, la définition de l'économie populaire reste l'objet de conflits. Sur le plan politique, les travailleurs de l'économie populaire développent des formes d'organisation de la production sans patron, avec une forte mobilisation de formes coopératives ou mutualistes, souvent sous des logiques familiales. Dans leur rapport à l'État, la revendication est claire : être des sujets du droit du travail implique le développement d'une forme institutionnelle particulière, notamment dans le rapport entre leurs devoirs vis-à-vis de l'État et les obligations de ce dernier envers eux. Au sein de la CTEP deux positions s'opposent à ce sujet. La première considère l'État comme un médiateur entre capital et travailleurs, de façon analogue aux logiques tripartites de la négociation salariale fordiste ; le défi étant, pour ces travailleurs sans patrons, d'identifier les représentants du capital avec lesquels négocier pour établir cette médiation. Les travailleurs producteurs de briques utilisent à cet effet la figure du « patron caché ». Une seconde position soutient que l'État fonctionne comme contrepartie assimilable à un patron, logique binaire qui implique une demande de droits sans qu'il soit nécessaire de rendre visible ce « patron caché » et, donc, de reconstruire un conflit concret avec le capital (Abal Medina, 2017).

6 Sur le plan économique, ils perçoivent des rémunérations moins importantes que les travailleurs de « l'économie avec patron » pour des activités comparables, conformément à une sous-valorisation de leur travail (Lepore & Schleser, 2006 ; Salvia & Quartulli, 2012). Par ailleurs, ils sont exploités financièrement par des créanciers qui construisent un rapport de force qui leur est largement favorable. Ces deux formes de rapport avec le capital, en particulier les relations financières, sont au cœur de cet article. En effet, les travailleurs se trouvent inscrits dans un double processus d'exploitation, plus difficile à identifier que dans les processus industriels, mais qui n'en sont pas moins concrets et efficaces.

7 Au cours de décennies de chômage structurel, cet univers social a développé, sur le plan symbolique, des références culturelles qui se différencient de la culture ouvrière traditionnelle, tant du point de vue des pratiques musicales, corporelles, vestimentaires que langagières (Miguez & Séman, 2006) – références qui s'ajoutent à leurs revendications politiques et économiques. Cependant, malgré cette spécificité, les ambitions politiques continuent de s'exprimer en termes de droits et de syndicalisation. Cette caractérisation de l'ensemble des travailleurs ne déplace pas les problématiques traditionnelles du monde ouvrier, mais au contraire s'y articule sur la question de la fonctionnalité des travailleurs de l'économie populaire par rapport au capital. Les nouveaux territoires du conflit y apparaissent moins dichotomiques que dans le rapport social industriel, bien qu'encore dissimulés à la conscience collective. Cependant, ces conflits portent en eux la logique profonde de la dynamique sociale contemporaine, d'une agonistique médiatisée, apparemment abstraite, mais aux effets puissants et que l'expérience collective de la CTEP permet de saisir.

8 Les relations financières constituent une porte d'entrée pertinente pour comprendre les modes contemporains de la conflictualité sociale : elles articulent les problèmes des revenus, de la dépense et du taux d'intérêt. L'ambiguïté des relations sociales, opérant via la dette (Servet, 2007 ; Guerrin, 2015), structure ces univers : une grande partie de la redistribution des années kirchneristes (2003-2015) a permis un accès aux biens de consommation durable, signifiant ainsi une amélioration de la qualité de vie. Mais, dans le même temps, cette consommation n'a été possible qu'au prix de dispositifs d'endettement massif accompagnés de taux d'intérêt usuriers. Cependant, à la différence d'autres pays

comme l'Inde, en Argentine ce processus n'a pas engendré un surendettement massif des secteurs populaires (Guérin *et al.*, 2013) Le problème se situe au niveau des surtaux d'intérêt, variable indépendante des taux d'endettement de ce secteur social.

9 En s'appuyant sur une enquête qualitative et quantitative réalisée dans des quartiers populaires de la banlieue de la province de Buenos Aires (Argentine), durant les années 2014 et 2015 (voir Annexe 1), cet article analyse les logiques de création de revenus, de consommation, ainsi que les relations de dette qui donnent une forme concrète au rapport à l'emploi et aux revendications sociales de l'économie populaire.

10 Ce travail a pour objectif de démontrer, en termes théoriques et empiriques, que ce groupe de travailleurs est exploité financièrement et entre, de ce fait, dans un rapport fonctionnel ambigu avec le capital. Cette exploitation passe par divers mécanismes de domination mais, en particulier, par des procédés d'exploitation financière des travailleurs qui s'articulent aux processus de type commercial et productif qui agissent simultanément. Sur le plan théorique, nous proposerons quelques éléments pour définir l'exploitation financière absolue et relative en Argentine. Nous rendrons compte, d'abord, de la genèse de l'excédent cumulé par le créancier à travers une relation financière, ensuite, du différentiel du taux d'intérêt que paient les secteurs populaires par rapport aux groupes sociaux qui accèdent au crédit bancaire, régulé par des institutions telles que la Banque Centrale. Pour comprendre la véritable dimension théorique de l'exploitation financière, nous analyserons, en premier lieu, le rôle du taux d'intérêt dans le système capitaliste de production selon les différentes théories économiques.

## 1. Le taux d'intérêt comme mécanisme d'exploitation dans les secteurs populaires

11 Dans une perspective historique, les travailleurs de l'Économie Populaire (EP) en Argentine se présentent comme la conséquence sociale d'un processus politique et économique initié avec le coup d'État de 1976. Il se renforce et se consolide dans les années 1990, au travers d'un processus financier appelé « plan de convertibilité »[4] mis en place entre 1991 et 2001 (Chena, 2016)[5]. Harvey (2003) qualifie cette expérience vécue par les travailleurs d'accumulation par dépossession, déterminée par la volonté expropriatrice des riches sur les droits des majorités. Les traits les plus saillants sont : les privatisations des entreprises publiques qui ont eu lieu en Argentine au début des années 1990, provoquant des licenciements massifs (Abeles, 1999) ; les attaques dépréciatives des revenus du travail par le biais de la fluctuation de la valeur de la monnaie (effet particulièrement important sur l'augmentation de l'inégalité sociale durant la crise économique de 2001/2002 [Chena, 2016]) ; la destruction du tissu et de l'emploi industriel, au travers d'une ouverture commerciale et financière incontrôlée, avec un taux de change caractéristique de toute la période (Basualdo, 2006) ; et, enfin, des mécanismes sophistiqués d'évasion fiscale par la manipulation des prix de transfert et une triangulation financière dans des refuges fiscaux (Rua, 2014). À cela s'ajoute la privatisation des fonds de retraites, à partir de 1994 et la spéculation financière liée à l'endettement public extérieur. Ce dernier mécanisme, caractéristique du processus de financiarisation en Argentine (Basualdo, 2006), a pour objectif d'augmenter et de redistribuer à la finance les revenus obtenus, grâce à des politiques d'ajustement fiscal et de précarisation du travail, préconisées par des organismes internationaux tels que le FMI et la Banque Mondiale.

12 À ces mécanismes d'expulsion, de précarisation des travailleurs du marché traditionnel du travail s'ajoute un mécanisme d'exploitation financière : soit la captation par des surtaux des intérêts de crédits à la consommation pour les groupes sociaux à bas revenus, en particulier les travailleurs de l'économie populaire. Sous cette version néolibérale, à la condition classique du capitalisme, comme régime de création de valeur, *via* le travail dans les usines, et de son appropriation par les droits de propriété sur les moyens de productions, se substitue un capitalisme comme système d'appropriation des valeurs existantes et futures à travers la domination des flux financiers (Foley, 2013).

## 1.1. Le taux d'intérêt et l'exploitation financière

13 Selon Marx (1894), le taux d'intérêt est un droit d'appropriation de l'excédent économique par le capital financier qui n'a pas d'effets sur la valeur des biens. De ce fait, ses variations se reflètent dans un corrélat inverse : les taux de bénéfice du capital productif. Plus précisément, pour Marx, le mécanisme distributif dans le capitalisme peut être pensé selon deux phases. Dans la première, en fonction d'un certain niveau de technique, le taux général de bénéfice et le salaire réel se définissent, au travers du conflit entre capital et travail (relation d'exploitation). La seconde délimite la distribution de l'excédent entre capital productif et financier à travers le conflit autour du niveau du taux d'intérêt (relation de distribution des revenus entre capital productif et financier). Finalement, on obtient comme variable résiduelle le taux de bénéfice de l'entreprise (Hein, 2006).

14 À cet égard, il est important de souligner que, si pour Marx le taux d'intérêt atteindra une valeur déterminée en fonction des relations de force entre capital productif et financier, sa valeur rencontrera une limite supérieure et de longs termes, fixée par le taux général de profit de l'économie. Ainsi, si celle-ci est égale ou supérieure au taux général du profit sur le long terme, les entrepreneurs vont opter pour une application de leurs excédents à l'inversion financière, ce qui engendrera un excès d'offre de monnaie qui devrait faire diminuer le taux d'intérêt. « Seulement, dans le cas où l'on fixe une limite maximale à long terme, les taux de profits seront vus comme un déterminant du taux d'intérêt. » (Marx, 1894, p. 360)

15 Cependant, depuis la fin des années 1970, on observe, de façon de plus en plus fréquente, que le taux de profit du capital financier dépasse le taux de profit du capital productif[6] (Duménil G. & D. Lévy, 2004). Ces phénomènes, impulsés particulièrement par le crédit à la consommation, ont provoqué une accumulation démesurée du capital financier. Contrairement à ce que nous avions mentionné précédemment, ce processus n'a pas enclenché un mécanisme d'autorégulation du marché guidé par l'équilibre que représente le taux naturel d'intérêt à long terme. Il n'a pas mis en œuvre non plus les mécanismes dont parlait Marx. Au contraire, le capital financier a réagi en usant d'autres flux de revenus non productifs pour sa reproduction[7]. Dans ce cas, l'appropriation de la perception des impôts, *via* la dette publique, ou des flux des retraites, se réalise par l'intermédiaire du système de capitalisation de type prévisionnel et l'appropriation indirecte des transferts sociaux, à travers le crédit à la consommation à des taux usuriers. Ainsi, se constitue l'étape que Harvey (2003) a nommée accumulation par dépossession, qui se caractérise par le fait que le capital, en tant que relation sociale, capture les biens existants en excluant ses bénéficiaires d'origine (Foley, 2013).

16 Il est important de souligner que dans cette étape de financiarisation (où le capital financier est hégémonique) apparaît une relation inverse entre le niveau du taux d'intérêt réel et le pouvoir d'achat des revenus du travail[8]. Le taux d'intérêt n'est plus alors une variable de distribution et devient un mécanisme d'exploitation. Plus grande est la récompense financière, plus faible est la valorisation du travail sous toutes ses formes. Cette relation causale, impulsée par l'augmentation du taux d'intérêt comme forme d'exploitation permet d'expliquer, du moins en partie, la faiblesse des revenus et de la productivité de l'économie populaire. Suivant ce primat, tout processus politique qui revendique la centralité du travail, en termes de valeur économique, devra faire confronter le pouvoir populaire au pouvoir de la finance. Suivant cette perspective, le niveau du taux d'intérêt est le reflet de la corrélation des forces politiques en conflit.

17 Selon Hannah Arendt :

> [...] seule l'heureuse coïncidence de l'élévation d'une nouvelle classe de propriétaires avec la révolution industrielle avait rendu la bourgeoisie productive et stimulante de la production. Tandis qu'elle remplissait une fonction basique en tant que communauté de producteurs dans la société moderne, leur richesse avait une importante fonction pour la nation dans son ensemble. (1951, p. 53)

18 Cependant, dans cette nouvelle étape de maîtrise du taux d'intérêt par le capital financier, la bourgeoisie a perdu son rôle de générateur de richesses et le capitalisme est devenu une structure de contrôle social sur la captation de la richesse existante. Dans l'ère de l'accumulation par dépossession, les propriétaires du capital cherchent à obtenir des bénéfices sans tenir une fonction sociale authentique, ce qui selon les termes d'Arendt (1974), a pour conséquence une étrange combinaison d'excédent croissant d'argent associé avec un excédent de main-d'œuvre.

19 Dans ces circonstances, une grande masse de la population est expulsée des usines, pour être contrôlée par des moyens financiers dont les coûts opératifs sont moindres. En termes sociaux, Deleuze (1990) qualifie cette transition comme un passage de la société de discipline (dans l'usine) à une société de contrôle (à travers les flux financiers). Sa principale caractéristique est le transfert violent de grandes masses de travailleurs du salariat à des « micro-entrepreneurs » qui, n'ayant pas accès au système financier formel, doivent s'endetter en fonction d'autres mécanismes pour accéder à la consommation basique de subsistance. Dans cette nouvelle relation sociale, le travailleur est dépossédé de ses droits et devoirs, fondés sur sa condition d'ouvrier, pour être (re)catégorisé comme exclu ou marginal, mais sans que cette condition ne lui fasse perdre sa fonctionnalité face au capital. Cela transforme les logiques d'exploitation, déplaçant le territoire de valorisation du capital du domaine de la fabrique vers de multiples territoires et temporalités indéterminés qui font que la force de travail est, à tout moment et en tout lieu, captée par les flux financiers (Deleuze, 2005 ; Mezzadra, 2011). Le lieu, les modes et les temps de travail importent peu. Ce qui importe c'est la possibilité que la monétarisation de l'excédent puisse être absorbée par les obligations de paiement (Lazzarato, 2011).

20 Cette logique apparaît clairement dans nos enquêtes qualitatives sur les processus financiers en Argentine (Wilkis & Roig, 2015). Ces « labyrinthes de la finance » dissimulent en permanence les logiques de domination. Cela est très clair dans la terminologie mobilisée pour identifier les entités financières qui prêtent aux secteurs populaires. La loi argentine qui régule actuellement le monde financier date des débuts de la dictature, en 1976. Cette norme considère comme « entité financière » toute

organisation qui réalise un service d'intermédiation financière, c'est-à-dire qui prête l'argent des épargnants. Si une entreprise prête sur fonds propre, elle reçoit le nom « d'entité non-financière ». C'est à travers cette dissimulation que l'argent est prêté à des taux qui ne sont pas, par conséquent, régulés par la Banque Centrale. Ces entreprises, qui s'appellent entre autres « crédit facile », « argent tout de suite », ne sont pas obligées d'inscrire noir sur blanc le montant des taux d'intérêt qu'ils attachent à leurs prêts et présentent simplement aux futurs endettés les quotes-parts mensuelles qu'ils devront payer. Ce mécanisme de dissimulation se retrouve dans les crédits à la consommation en Argentine, dont les taux d'intérêt ne sont jamais explicites. Cependant, le paiement par quotes-parts n'évite pas une subjectivation financiarisée, c'est-à-dire un conditionnement quotidien des pratiques économiques qui amènent à penser à sa dette, obligation qui s'objective dans cette question, si récurrente dans nos travaux de terrain : « comment vais-je payer mes quotes-parts ? ». Cette obligation est d'ailleurs opérationnalisée par le « Veraz ». Ce registre des « mauvais payeurs » est aux mains d'une entreprise privée nord-américaine « Equifax » qui gère la réputation financière des endettés argentins (Hadad, 2016). Cette forme de contrôle omni-située organise le sens du travail au sein de l'économie populaire qui devient donc dépendante du paiement des dettes sous l'emprise de l'obligation morale de règlement des comptes.

21 De sorte que, un groupe social hétérogène, non identifié comme ouvrier industriel prend de l'ampleur et est caractérisé par des travailleurs pauvres, sans un patron apparent qui contrôle son processus productif. Arendt (1974) identifie ce groupe, que nous avons ici nommé travailleurs de l'économie populaire, comme « populace » et souligne que celui-ci ne peut être identifié ni comme la classe ouvrière industrielle, ni comme peuple dans son ensemble, mais est plutôt composé par les excédents de toutes les classes sociales que le système d'abord exproprie et ensuite exploite sous d'autres mécanismes.

22 Cette analyse théorique s'exprime dans la recherche menée en Argentine sur la création de revenus, la consommation et l'endettement de travailleurs de l'économie populaire. Ces observations, comme nous allons le voir par la suite, manifestent les mécanismes d'exploitation et de contrôle financier décrits précédemment.

## 1.2. Le travail dans les quartiers populaires argentins

23 Toute estimation empirique du nombre de travailleurs qui composent l'économie populaire en Argentine se confronte à un premier obstacle : l'absence de données statistiques qui reflètent sa réalité. La grande hétérogénéité des activités qui la constituent, les niveaux élevés de sous-registres qui la caractérisent, la forme d'organisation du processus de travail et le fait qu'une grande partie de leurs productions ne s'échange pas sur les marchés traditionnels rendent extrêmement complexe la possibilité d'apprécier sa taille réelle selon des statistiques officielles. Face à cette impossibilité, une approximation de la quantité de travailleurs impliqués dans les circuits de l'économie populaire est réalisable à partir d'un critère simple : une partie importante de celle-ci est composée par des travailleurs sans patron (travailleurs indépendants), réalisant des activités de métier (commerçant, maçon, peintre, électricien, artisan, menuisier, recyclage urbain, forgeron, mécanicien, couturier, cuisinier, entre autres) ou de subsistance (vendeur ambulant, manœuvre, assistant, « changarín » (homme à tout faire), travaux de manutention). Dans ce dernier cas, nous incluons les bénéficiaires de plans sociaux. Si on combine cette classification, inspirée de Lepore et Schleser (2006),

avec des micro-données provenant de l'enquête annuelle de Foyers (EAHU-INDEC) pour le troisième trimestre 2014, on obtient le résultat suivant : 2,3 millions de travailleurs en Argentine se trouvent dans cette condition. À l'estimation précédente, il faut rajouter 1,4 million d'actifs dans le service domestique, 133 000 000 qui réalisent des activités familiales sans rémunérations et 490 000 travailleurs salariés non enregistrés qui sont employés dans des unités productives informelles. En additionnant ces catégories nous arrivons à la conclusion que l'Économie Populaire représente près de 4,3 millions de travailleurs pendant l'année 2014, soit 27 % de la population économiquement active (tableau 1).

**Tableau 1. Quantité de travailleurs de l'économie populaire en Argentine (année 2014)**

| **Économie Populaire** | **Quantité de Travailleurs** |
|---|---|
| Travailleurs autonomes (offices + Subsistance) et plans sociaux | **2 249 800** |
| Service Domestique | **1 349 000** |
| Travailleurs familiaux sans rémunération | **133 000** |
| Travailleurs non formalisés dans Unités productives informelles | **489 090** |
| Occupés de l'Économie Populaire | **4 220 890** |

Source : élaboré sur la base EAHU-INDEC-MTEySS

24 Afin d'exprimer les conditions structurelles d'exploitation financière de ce secteur, nous analyserons les données provenant de l'enquête « dettes et revenus des secteurs populaires » que nous avons réalisée en 2015 (CISBA, 2015) auprès des membres des coopératives de la province de Buenos Aires faisant partie du programme de transfert monétaire conditionné de l'État argentin appelé « Argentina Trabaja »[9]. Dans cette enquête, nous pouvons apprécier, en continuité avec la classification précédente, le haut niveau de précarité de l'emploi dans les activités des secteurs populaires comme la construction, le service domestique ou sans patron visible, la vente ambulante, les services d'électricité, la jardinerie, la couture, etc. (tableau 2).

**Tableau 2. Types d'activités réalisées dans l'économie populaire**

| **TYPES D'ACTIVITÉS DES TRAVAILLEURS DE L'EP** | **Total** | Sexe | |
|---|---|---|---|
| | | **Hommes** | **Femmes** |
| Construction | 21 % | 94 % | 6 % |
| Nettoyage – Service domestique | 19 % | 3 % | 97 % |
| Ventes | 13 % | 43 % | 57 % |
| Accompagnement de personnes | 6 % | 0 % | 100 % |
| Électricité y Service Techniques | 6 % | 100 % | 0 % |
| Jardinerie | 5 % | 100 % | 0 % |
| Couture | 4 % | 0 % | 100 % |
| Vente dans les foires | 4 % | 14 % | 86 % |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Assistant dans la restauration | 4 % | 43 % | 57 % |
| Serveur | 3 % | 80 % | 20 % |
| Sécurité | 1 % | 100 % | 0 % |
| Autres | 14 % | 54 % | 46 % |
| Total Général | 100 % | 52,5 % | 47,5 % |

Source : élaboré sur la base de l'enquête Cisba (2015)

## 2. L'exploitation financière absolue et relative dans l'économie populaire

25 Une première approximation synthétique nous permettrait de dire que les travailleurs de l'économie populaire n'expérimentent pas leur aliénation seulement dans le processus de travail, mais dans la consommation, hautement conditionnée par les relations d'endettement qu'ils affrontent. Dans ce contexte, il est important d'établir une distinction entre le rôle que joue le crédit dans la lutte compétitive entre différents capitaux sur les marchés, et son rôle comme mécanisme d'exploitation de la relation entre riches (créanciers) et pauvres (endettés). Dans ce dernier cas, les seconds ne peuvent pas limiter leur responsabilité patrimoniale à travers la figure de la société anonyme, ou avoir recours à un prêteur de dernière instance comme la banque centrale. Ils ne peuvent pas non plus se présenter à un concours de créanciers pour négocier leurs dettes ou se protéger via les mécanismes de faillites pour les sociétés. Les pauvres ne peuvent se libérer de leurs dettes qu'en payant ou au moment de leur mort. De ce fait, leur existence est vue par le créancier comme capital et intérêt. Dans ce contexte, la solvabilité est en définitive un jugement du créancier sur les valeurs de l'endetté (Lazzarato, 2011). En comparant l'aliénation à travers le crédit à celle propre au rapport de travail, Marx signale que :

> [...] c'est une auto aliénation, une déshumanisation d'autant plus infâme et extrême que son élément n'est plus la marchandise, le métal, le papier, sinon l'existence morale, l'existence sociale, l'intimité même du cœur humain ; à tel point que, sous l'apparence de la confiance de l'homme dans l'homme, c'est la suprême méfiance et l'aliénation complète (Marx K., 1844, p. 21).

26 En bref, le système d'accumulation par dépossession a besoin, pour fonctionner, d'une double combinaison d'exclusion productive (qui comme nous l'avons vu se trouve à l'origine de l'économie populaire) et d'exploitation financière sur les secteurs de la population. La première concentre la technologie dans un petit nombre d'entreprises, excluant la majorité de la population des fruits du progrès technique (Pinto, 1969) ; la seconde subordonne les dépossédés à travers l'endettement par la consommation (Marx, 1984). En même temps, et c'est là tout le paradoxe, elles permettent l'accès à des biens qui, dans le cas du Brésil, ont contribué à considérer de nouvelles classes moyennes.

27 Ces processus sociaux ne sont pas nouveaux, la transformation technologique est présente depuis la genèse du capitalisme industriel, quand les grandes échelles productives des premières usines capitalistes ont détruit les petits ateliers artisanaux qui n'étaient pas compétitifs, et ont obligé leurs propriétaires à se vendre comme main-d'œuvre (Polanyi, 1992). L'apparition de la machine à vapeur marque, pour Polanyi, le début de l'économie capitaliste justement du fait du différentiel d'accumulation qu'elle

produit. Mais ces processus d'exploitation du travail s'articulent très tôt avec une vie financière vouée à résoudre les insuffisances des salaires industriels pour garantir la reproduction de la vie. Le travail de Laurence Fontaine (2008) sur les colporteurs dans l'Ancien Régime en France rend compte de la centralité des entités financières comme les Monts-De-Piété ou les prêteurs individuels. C'est dans le même sens, bien qu'avec une autre approche théorique, que David Graeber (2011) retrace une longue histoire de la dette, soulignant la continuité dans le temps de ce mode de domination.

28 Dans l'actualité, les mécanismes de subordination financière auxquels sont soumis les travailleurs de l'économie populaire les obligent à acheter des biens durables et semi-durables à des prix relatifs supérieurs à ceux qui ont accès au crédit régulé par l'autorité monétaire[10]. Un mécanisme plus subtil mais tout aussi effectif que la persécution à « sang et à feu » des mendiants et des chômeurs, pour réduire les salaires réels pendant les XVII et XVIIIe siècles (Marx, 1867).

29 Ces dispositifs d'exclusion productive et de subordination financière donnent lieu à un processus d'exploitation des secteurs populaires que l'on peut, en nous inspirant de Marx, diviser en deux grands phénomènes sociaux que nous appellerons plus-value financière absolue et relative.

30 Rappelons que pour Marx, la plus-value absolue est le travail excédentaire que s'approprie le capital en prolongeant la journée de travail au-delà du temps nécessaire pour couvrir la valeur de la force de travail. Tandis que la plus-value relative est le travail excédentaire approprié en augmentant, par la transformation technologique, la productivité du travail au-delà de la valeur de la force de travail, sans modifier le temps de travail. Ces processus d'extraction de la plus-value se condensent dans la relation d'exploitation (Marx, 1867)

31 Dans le cas du rapport financier, la plus-value financière absolue peut être pensée comme l'excédent de travail de l'économie populaire que le capital financier s'approprie. Ce processus se réalise à travers la figure de créancier qui impose des sur-paiements engendrés par le crédit à la consommation. Tandis que le terme de plus-value financière relative fait référence au travail excédentaire de l'économie populaire que le capital financier s'approprie par l'application de technologies de crédit « innovantes » qui se développent en dehors des pratiques régulées par l'autorité monétaire.

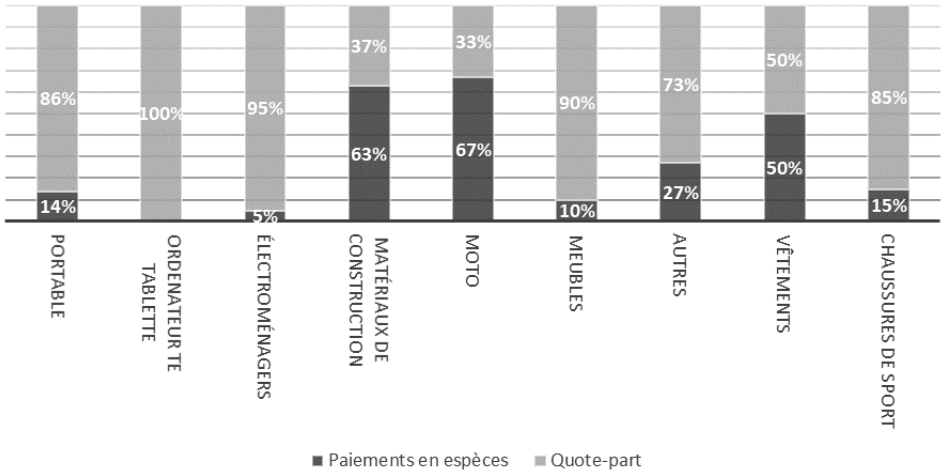
32 D'un point de vue empirique, la plus-value financière absolue s'estime comme le différentiel entre le taux de croissance des revenus des secteurs populaires et le montant des dettes engendrées par le crédit à la consommation. La plus-value financière relative se calcule sur la base du différentiel de taux d'intérêt que paient les travailleurs de l'économie populaire par rapport aux autres groupes sociaux qui accèdent aux crédits régulés pas la Banque Centrale[11].

33 La première exprime une relation de classe entre le créancier et l'endetté, régulée par les facteurs historiques et institutionnels. La seconde traduit la hiérarchie sociale sous forme de différentiels de coûts économiques par strates sociales (Roig, 2016). Ces mécanismes complexes empêchent que les secteurs populaires puissent développer une propriété privée sur la base de leur propre travail. À la place, on observe une concentration de la richesse du côté des capitalistes, qui s'approprient l'excédent économique produit dans ce secteur de la population.

34 Sur ce point, l'enquête menée montre que, pour les secteurs étudiés, vivre endetté n'est pas une option volontaire. Cela se reflète dans le fait que 63 % des enquêtés disent ne pas

arriver à couvrir leurs dépenses jusqu'à la fin du mois avec leurs revenus mensuels, tandis que 34 % considèrent arriver juste. Dans ces circonstances, les biens qu'ils peuvent acquérir au comptant sont très limités et le crédit devient le seul mécanisme pour acheter des biens comme : ordinateur, tablette, électrodomestiques, meubles, portables, chaussures de sport, entre autres biens. (figure 1).

**Figure 1. Forme de paiement des biens achetés**




Source : élaboré sur la base de l'enquête Cisba (2015)

35 En terme général, 75 % des enquêtés ont mentionné avoir acheté un ou plus d'un produit en quote-part, ce qui constitue une forme d'endettement. Par ailleurs, dans la figure 1 on observe que pour l'achat d'ordinateur et de tablettes, d'électroménagers, de portable, de meubles ou de chaussures de sport, le paiement par quote-part atteint respectivement 85 % et 100 %.

## 2.1. Le pouvoir des créanciers

36 La recherche montre que 42 % des crédits personnels des enquêtés sont effectués auprès des magasins d'électroménager. Les entreprises de cartes de crédits représentent 27 % des créances, réparties entre 12 % pour les banques et 15 % pour les entités non-bancaires. Soulignons une pratique courante, identifiée dans les travaux ethnographiques (Roig, 2016), de circulation, au sein de la famille ou entre amis de cartes de crédits, qui implique des relations informelles d'endettement. Ces échanges sont liés au fait que seulement 31 % des foyers ont des cartes de crédit et 35 % des enquêtés sont titulaires d'une carte de crédit.

37 Les magasins de vêtements sont signalés dans 12 % des cas comme créanciers, ce qui inclut l'achat de vêtements de sport, une consommation très courante parmi les secteurs populaires. Finalement, les crédits octroyés par les vendeurs ambulants représentent 4 % des dettes. Ces échanges porte-à-porte ou dans les foires renvoient aux relations de marché plus traditionnelles où les rapports de confiance sont une médiation importante dans la construction du lien d'endettement (tableau 3).

Tableau 3. Créanciers

| CRÉANCIER | TOTAL |
|---|---|
| Magasins d'électroménagers, | 42 % |
| Cartes de crédits* | 27 % |
| Magasins de vêtements | 12 % |
| Vendeurs ambulants | 4 % |
| Famille ou amis | 2 % |
| Entreprise téléphonique | 1 % |
| Un prêteur | 1 % |
| Autres | 8 % |
| Sans réponse | 3 % |
| Total général | 100 % |

*Sur le 100 % de financement par carte de crédit, 55 % correspondent aux cartes émises par les institutions financières non-bancaires et 45 % par les institutions bancaires

Source : Élaboré sur la base de l'enquête CISBA (2015)

38 Le principal instrument financier pour accéder à la consommation d'électroménager, d'ordinateurs, de portables, de vêtements de sport est le crédit personnel octroyé directement par le commerce qui vend l'article. Comme nous le disions auparavant, il se dissimule comme crédit et se présente comme achat fractionné. Pourtant, même si les exigences sont minimales pour accéder à l'achat en quote-part ou pour obtenir l'achat, il faut présenter certains documents. Dans 36 % des cas, les enquêtés déclarent qu'ils ont dû présenter un document d'identité et une facture d'un service. Dans 14 % des cas, le document d'identité est la seule pièce requise et dans 13 %, un reçu de salaire est également exigé. Dans ce dernier cas, l'assignation universelle par enfant[12], peut faire fonction de reçu de salaire. Tous ces dispositifs sont assez simples, mais objectivent malgré tout un statut différencié entre un échange commercial et un rapport d'endettement. Comme nous pouvons l'observer dans le tableau 4, dans 7 % de cas il n'y a aucun document sollicité. Cela s'explique par des rapports de confiance préexistants. Soit parce que l'endetté a déjà un historique, soit parce qu'il y aura connaissance personnelle comme dans le cas de vendeurs ambulants (Tableau 4).

Tableau 4. Documents sollicités pour accéder au crédit à la consommation.

| DOCUMENTS SOLLICITÉS | TOTAL |
|---|---|
| DNI + Bulletin de salaire | 36 % |

| | |
|---|---|
| DNI | 14 % |
| DNI + Bulletin de salaire | 13 % |
| DNI + Paiement d'impôt (« monotributo ») | 4 % |
| DNI + Référence d'un garant | 3 % |
| DNI + Carte de membre de coopérative | 3 % |
| DNI + Carte de membre de coopérative + Facture d'un service (quittance) | 3 % |
| DNI + Reçu de salaire + Référence d'un garant | 2 % |
| DNI + Paiement de la première quote-part | 1 % |
| DNI + Paiement de la première quote-part + Bulletin de salaire | 1 % |
| Aucun document sollicité | 7 % |
| Sans réponse | 13 % |
| Total général | 100 % |

Source : Élaboration sur la base de l'enquête CISBA (2015)

## 2.2. Le surtaux d'intérêt et l'exploitation financière absolue et relative

39 Pour accéder au crédit à la consommation, ces travailleurs ont dû affronter un taux d'intérêt annuel de 85 %, entre 2014 et 2015, avec une inflation moyenne pour cette même période de 32,5 % (si l'on calcule en épurant les extrêmes qui arrivent jusqu'à 200 %). Tandis que si nous tenons compte du fait que 12 % de l'échantillon peuvent accéder à un crédit de forme indirecte, notamment à travers un membre de la famille, à une carte de crédit provenant d'une institution bancaire, le taux d'intérêt se réduit à 79 % (tableau 5)[13].

Tableau 5 : Taux d'intérêt annuel moyen par créancier (2014-2015)

| Créanciers | Taux d'intérêt annuel moyen 2014 | Taux d'intérêt annuel moyen 2015 | Moyenne des taux 2014-2015 |
|---|---|---|---|
| Magasin d'électroménagers | 78 % | 84 % | 81 % |
| Carte de crédit* | 47 % | 49 % | 48 % |
| Magasin de vêtements | 142 % | 146 % | 144 % |
| Moyenne générale de tous les créanciers | 76 % | 82 % | 79 % |
| Moyenne générale de tous les créanciers sauf les cartes de crédit bancaire | 79 % | 90 % | 85 % |

* La valeur correspond aux cartes de crédits d'institutions bancaires. Les cartes de crédits d'institutions financières non-bancaires encaissent un taux d'intérêt de 12 % plus élevé en moyenne
Source : Élaboré sur la base de l'enquête Cisba (2015)

40 À la différence de ce que signalent les théories traditionnelles de la finance, ces taux d'intérêt élevés n'ont pas de justification dans les risques financiers liés à leurs défauts ou retard de paiement. En ce sens, le calcul du ratio d'endettement, estimé comme un rapport quote-part sur revenu, donne un niveau moyen de 16,3 % en 2014 et de 13,2 % en 2015 (avec un mode de 25 % et 12 % respectivement). Cette valeur est très inférieure aux 30 % de référence du système bancaire comme limite des revenus mensuels engagés au paiement des quotes-parts. Cela prouve bien que le taux d'intérêt élevé qu'affrontent les secteurs populaires argentins n'est pas la conséquence du surendettement.

41 Par ailleurs, en désagrégeant ce ratio, on observe que 65 % des personnes ont destiné 15 % ou moins de leurs revenus au paiement de leur quote-part, et que 28 % ont une dette mensuelle qui représente entre 16 % et 30 % de leurs revenus (tableau 6). De ce qui précède, on déduit que 93 % des enquêtés qui ont un plan de financement, ont une charge financière moyenne (2014-2015) inférieure à 30 %. Finalement, seuls 0,5 % a un ratio qui est au-dessus de 50 % d'endettement.

Tableau 6. Distribution du ratio d'endettement

| RATIO QUOTE-PART/REVENUS | 2014 | 2015 | Moyenne |
|---|---|---|---|
| 15 % ou moins | 56.5 % | 73.4 % | 65.1 % |
| 16 % -30 % | 35.9 % | 20.2 % | 28.0 % |
| 31 %- 50 % | 7.6 % | 5.3 % | 6.5 % |
| Supérieur à 50 % | 0,0 % | 1.1 % | 0.5 % |
| Moyenne générale | 16.3 % | 13.2 % | 14.7 % |
| Mode de distribution | 25 % | 12 % | 25 % |

Source : Élaboré sur la base de l'enquête Cisba (2015)

42 Une autre caractéristique de ce secteur est le bas taux de non-paiement ou de retard, qui est en général transitoire. En ce sens, l'enquête montre que 94 % de ceux qui ont accédé à un crédit n'ont pas de retard de paiement, tandis que 32 % des enquêtés disent avoir pris du retard à un moment donné et 68 % affirment en revanche avoir toujours payé à temps.

43 En résumé, la recherche empirique montre que, en termes d'exploitation financière relative, les secteurs populaires étudiés affrontent (dans 88 % des cas) un surtaux d'intérêt moyen de 32 % en 2014 et de 41 % en 2015. Ce différentiel est calculé en prenant comme référence le taux d'intérêt moyen encaissé par les créanciers non régulés par la Banque Centrale (79 % et 90 % respectivement) par rapport au financement moyen avec une carte de crédit bancaire (47 % et 49 %). (Tableau 5).

44 Tandis que l'exploitation financière absolue est de 56 %, exprimée comme le différentiel entre le taux de croissance moyen de la dette 2014-2015 (79 %), le taux de croissance des revenus totaux (22,7 %)[14]. Cette valeur s'élève à 62 % si nous faisons abstraction des 12 % de la population de référence qui se financent grâce à la carte de crédit bancaire. En pondérant ces niveaux de surtaux par le ratio moyen d'endettement 2014-2015 (14,7 %), nous obtenons comme résultat que l'exploitation financière absolue capte, comme plus-value, 9 % des revenus des secteurs populaires pendant cette période. Tandis que si nous observons la valeur de ce ratio en 2014 et 2015 (16,3 % et 13,2 % respectivement), la plus-value relative se maintient stable autour de 5 % des revenus pendant ces deux années.

## Conclusion

45 L'exploitation financière n'éclipse pas celle liée au travail. Elle s'articule profondément avec elle, tout en inscrivant les travailleurs de l'EP dans un tissu qui rend plus complexe l'identification des rapports de domination. La subjectivation du groupe social passe par un ensemble de rapports institutionnels où les entités financières jouent un rôle tout aussi significatif que l'organisation du travail. L'exploitation financière objective ainsi une classe sociale, dont la position est révélée par un taux d'intérêt différentiel par rapport aux autres classes. Le rapport de domination passe par le type de relation établie entre le créancier et l'endetté. En même temps, et toute l'ambiguïté de la dette s'exprime en ce point, une grande partie de la population accède à ces biens durables grâce à la consommation financiarisée. Un agenda politique s'ouvre donc en Argentine autour de la financiarisation de la vie sociale, qui ne se limite pas à dénoncer un rapport d'exploitation, mais qui vise à asseoir la capacité de transformation de ce conflit social sur la base de l'identification d'un rapport d'exploitation.

46 En ce sens, l'analyse de l'exploitation financière invite à penser les nouvelles formes de régulation du rapport capital-travail au-delà de la spécificité du rapport salarial. Ainsi, la forme prise par cette régulation ne convoque pas uniquement des processus de disciplinarisation industrielle, mais mobilise l'incorporation des dispositifs d'obligation de paiement et des classifications morales ainsi que les processus institutionnels qui transforment les individus en des sujets de crédit et en sujets de risque. Toute la grammaire des différentiels de taux d'intérêt entre classes se construit dans ces imaginaires sociaux. Elle vise à transformer le créancier en un sujet qui doit être protégé de l'endetté, à la façon des institutions qui prêtent aux secteurs populaires argentins.

47 Cette régulation par la relation créanciers/débiteurs prétend aussi établir une séparation stricte entre le conflit salarial et les disputes autour du taux d'intérêt. Cela s'exprime

dans la production d'une subjectivité spécifique de l'endetté qui entre en concurrence avec celle du travailleur et fait émerger des « micro-entrepreneurs », des « pauvres » ou des « exclus », autant de catégories d'identifications dépourvues de la potentialité subversive de la grammaire du travailleur, construite au cours de plus d'un siècle. Pourtant la dynamique sociale aurait sans doute beaucoup à gagner si le conflit salarial allait de pair avec le conflit financier, si la subjectivation des travailleurs pouvait être pensée en lien avec la subjectivation des endettés.

48 Dans ces circonstances, les frontières des territoires du conflit entre le capital et le travail peuvent être redessinées sous les traits des taux d'intérêts. La multiplicité et le caractère abstrait du capital trouvent leur contrepartie dans un travail hétérogène mais qui se connecte et se confronte, du moins en Argentine, dans un combat invisible autour du différentiel de taux d'intérêt. Marx signalait dans ce sens que, lorsqu'un riche octroie un crédit à un pauvre « la vie du pauvre, ses talents et son activité, sont, aux yeux du riche, une garantie de remboursement de ce qui a été prêté : en d'autres termes, toutes les vertus sociales du pauvre, le contenu de son activité sociale, son existence même, représente pour le riche, le remboursement de son capital et de ses intérêts usuels » (Marx K., 1844, p. 21).

49 Les données collectées permettent d'observer que les travailleurs de l'EP, exclus préalablement du système de production capitaliste, sont intégrés à différents dispositifs de contrôle social par le biais de la consommation financée par la dette. Ce sont ces dispositifs qui garantissent l'extraction de plus-value de la part du créancier. En ce sens, nous avons pu apprécier que l'exploitation financière absolue engageait 9 % des revenus des travailleurs de l'EP enquêtés (sur la période 2014-2015). C'est le produit du différentiel entre le taux de croissance moyen de la dette et celui des revenus totaux. Tandis que l'exploitation relative est de 5 % comme conséquence du différentiel de taux entre la moyenne encaissée par les créanciers non régulés de la Banque Centrale et le financement moyen avec la carte de crédit.

50 Dans la plupart de la littérature économique hétérodoxe, le taux d'intérêt est une variable distributive et représente la partie du revenu qui est appropriée par le rentier financier. En d'autres termes, c'est la sphère de la circulation où le créancier s'approprie d'une partie du gain obtenu par le capitaliste industriel dans la sphère de la production. Cependant, dans le cas des travailleurs exclus de la relation salariale, la dynamique est différente. Dans cette situation, les intérêts financiers s'approprient directement l'excédent économique créé par ces travailleurs à travers le crédit à la consommation.

51 Dans la dispute pour le taux d'intérêt converge alors l'outil d'accumulation économique de travail de la « populace » arendtienne avec un dispositif de contrôle politique. Ce processus d'accumulation internalise son processus de domination et, par conséquent, n'appelle plus uniquement des mécanismes qui disciplinent. Le taux d'intérêt engage toutes les dimensions de la vie sociale et pas seulement le moment productif. C'est pour cette raison que nous pouvons affirmer que la financiarisation ne s'est pas substituée aux relations de travail dans le cadre du capitalisme contemporain. Les rapports entre travail et finance ne sont pas mis au jour par le taux de profit auquel aspire le capitaliste, mais par le taux d'intérêt qui produit un véritable différentiel de revenus (Pivetti, 1985). Les données obtenues nous montrent que le surtaux que paient les travailleurs de l'EP a été de 32 % en 2014 et de 41 % en 2015. En terme polanyiens, le taux d'intérêt est la nouvelle machine à vapeur du capitalisme financiarisé : il produit les grands différentiels de

l'accumulation primitive et hiérarchise le monde en servant, en priorité, ceux qui contrôlent les technologies de production des taux d'intérêt.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Abal Medina, P. (2017), « Astilla del mismo palo », *Revista Crisis*, 22 août, Buenos Aires. http://www.revistacrisis.com.ar/notas/astilla-del-mismo-palo

Abeles M. (1999), « El proceso de privatizaciones en la Argentina de los noventa. ¿Reforma estructural o consolidación hegemónica? », *Época. Revista argentina de economía política*, vol. 1, n° 1, p. 89-115.

Arendt, H. (1982) [1951], *Les origines du totalitarisme. L'Impérialisme*, Paris, Fayard.

Basualdo E. M. (2006), *Estudios de historia económica argentina: desde mediados del siglo XX a la actualidad*, FLACSO.

Boyer, R. (2000), « Is a finance-led growth regime a viable alternative to Fordism? A preliminary analysis », *Economy and society*, vol. 29, n° 1, p. 111-145.

Cardoso F.H. & Faletto E. (1969), *Dependencia y desarrollo en América Latina*, México DF, Siglo XXI editores.

Cisba (2015), « Informe Técnico y Resultados de la Encuesta sobre Deuda e Ingresos en los Sectores Populares », Centro de Investigaciones Socio-economicas de Buenos Aires (CISBA), mimer, Banco de la Provincia de Buenos Aires.

Coraggio J. (2012), « La Economía Social y Solidaria (ESS) en América Latina », in Guillén A. & M. Phélan (eds), *Construyendo el Buen Vivir*, Cuenca, Universidad de Cuenca/PYDLOS, p. 236-256.

Chena P. I. (2016), « L'ordre monétaire et la dette souveraine en Argentine », *Savoir/Agir*, n° 1, p. 33-44.

Chesnais F. (1996), *La Mondialisation du Capital*, Paris, Syros.

De-Juan O. (2007), « The conventional versus the natural rate of interest: Implications for central bank autonomie », *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 29, n° 4, p. 645-666.

Deleuze G. (1990), « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », in *Pourparlers*, Paris, Éditions de Minuit, p. 240-247.

Deleuze G. (1974), *Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Éditions de Minuit.

Elgar E. & P. Sraffa (1965), *Producción de mercancías por medio de mercancías*, Barcelona, Oikos-Tau.

Duménil G. & D. Lévy (2004), *Capital Resurgent: Roots of the Neoliberal Revolution*, Cambridge, Harvard University Press.

Fischer I. (1930), *The Theory of Interes*, New York, Macmillan.

Fontaine L (2008), *L'Économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle*, Paris, Gallimard.

Foley D. (2013), « Rethinking Financial Capitalism and the "Information" Economy »« , *Review of Radical Political Economics September* 45(3), 257–268

Guerrin I. (2015), *La Microfinance et ses dérives. Émanciper, discipliner ou exploiter ?*, Paris, Demopolis.

Giraldo C. (2017), *Economía popular desde abajo*, Bogotá, Ediciones Desde Abajo.

Hadad I. (2016), « ¿Como hago para salir de aquí? Deuda morosa y subjetividad en la Argentina contemporánea », Mémoire de Master en sociologie économique, IDEAS, UNSAM.

Graeber D. (2011) [2013], *Dette : 5 000 ans d'histoire*, Paris, Les Liens qui Libèrent.

Hart K. (1972), « Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana », *Journal of Modern African Studies*, vol. II.

Harvey D. (2003), *The New Imperialism*, Oxford, Oxford University Press.

Hein E. (2006), « Money, interest and capital accumulation in Karl Marx's economics: a monetary interpretation and some similarities to post-Keynesian approaches », *European Journal of the History of Economic Thought*, n° 13, p. 113-40.

Kaldor N. (1957), « A Model of Economic Growth », *Economic Journal*, vol. 67, n° 268, p. 591-624. HYPERLINK ». HYPERLINK "C:\\AppData\\Local\\Temp\\ https:\\fr.wikipedia.org\\wiki\ \Payot_et_Rivages "Éditions Payot = * MERGEFORMAT **!Fin de formule inattendue**. Paris.

Lavoie M. (2014), *Post-Keynesian Economics: New Foundations*, Edward Elgar Publishing Ltd.

Lazzarato M. (2011), *La fabrique des hommes endettés. Essai sur la condition neoliberale*, Paris, Éditions Amsterdam.

Lepore E. & D. Schleser (2006), « La heterogeneidad del cuentapropismo en la Argentina actual. Una propuesta de análisis y clasificación », *Trabajo, ocupación y empleo*, n° 4, p. 193-226.

Marx K. (1976) [1894], *Le capital. Critique de l'économie politique*, tome III, Paris, Éditions Sociales.

Marx K. (1993) [1867], *Le capital. Critique de l'économie politique*, tome I, Gallimard, coll. « Quadrige », Paris.

Marx K. (1968) [1844], "Crédit et Banque", *Œuvres complètes*, vol. 2, *Économie*, 2. Paris, Gallimard.

Mezzadra S. (2011), « Bringing capital back in: A materialist turn in postcolonial studies? », *Inter-Asia Cultural Studies*, vol. 12, n° 1, p. 154-164.

Miguez D. & P. Semán (2006), *Entre santos, cumbias y piquetes: las culturas populares en la Argentina reciente*, Buenos Aires, Biblos.

Lepore E. & D. Schleser (2006), « La heterogeneidad del cuentapropismo en la Argentina actual: una propuesta de análisis y clasificación », *in* Lepore E. & D. Schleser (eds), *Trabajo, ocupación y empleo: especialización productiva, tramas y negociación colectiva/Argentina*, Ministerio de Trabajo, MTEySS, Estudios Laborales, n° 4.

Nun J. (1969), « Superpoblación relativa, ejercito industrial de reserva y masa marginal », *Revista Latinoamericana de Sociologia*, vol. V, n° 92, p. 178-236.

Pinto A. (1969), « Concentración del progreso técnico y de sus frutos en el desarrollo latinoamericano », in *América Latina. Ensayos de interpretación económica*, Editorial Universitaria.

Pivetti M. (1987), « Interest and Profit in Smith, Ricardo and Marx », *Political Economy, Studies in the Surplus Approach*, vol 1, n° 3.

Pivetti M. (1985), « On the monetary explanation of distribution », *Political Economy, Studies in the Surplus Approach*, vol. 1, n° 2.

Polanyi K. (1983), *La Grande Transformation. Origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.

Robinson J. (1962), *Essays in the theory of economic growth*, London and Basingstoke, Macmillan.

Roig A. (2016), « Financiarización de la economía popular », *in* Roig A. *et al.* (eds), *Economía popular, Los desafíos de los trabajadores sin patrón*, Buenos Aires, Colihue.

Rua M. (2014), « Fuga de capitales V. Argentina, 2014. Los "facilitadores" y sus modos de acción », CEFID-AR, *Documento de Trabajo*, vol. 60.

Salvia A. & D. Quartulli (2012), « Movilidad socio-ocupacional en la Argentina. Un análisis desde las desigualdades sociales de origen y las desigualdades laborales de destino », *in* V Congreso de la Asociación Latinoamericana de Población, Asociación Latinoamericana de Población.

Servet J.-M. (2007), « Entre protection et surexploitation : l'ambigüité de la rémunération par avance en Inde », *Autrepart*, vol. 3, n° 43, p. 103-119.

Smithin J. (1994), *Controversies in Monetary Economics. Ideas, Issues and Policy*, Aldershot.

Wilkis A. & A. Roig (2016), *Los laberintos de las finanzas*, Buenos Aires, Biblos.

## NOTES

**1.** Nom donné au mouvement de chômeurs qui se mobilisent à partir de 1995, en coupant la circulation, selon les méthodes de « piquet » de grève.
**2.** Mouvement politique et social issu du mouvement « piquetero » et qui s'inscrit dans la tradition du péronisme révolutionnaire.
**3.** http://www.ctepargentina.org/""
**4.** En référence au système monétaire qui établit une relation de parité entre le peso argentin et le dollar américain.
**5.** Nous entendons la financiarisation comme un régime de croissance, dirigé par la finance, dont le rôle central et l'imposition de ses propres normes ont leur corrélation dans la régulation du marché du travail, des salaires et de l'activité économique (Boyer, 2000).
**6.** Nous partons du principe que les taux de bénéfice à long terme peuvent être proches de l'accumulation du capital (Kaldor, 1957 ; Robinson, 1962).
**7.** . Le processus de financiarisation est défini par Chesnais (1996) comme « une dictature des créanciers » et se reflète dans des mesures de politique économique qui bénéficient à leurs intérêts, au détriment de ceux du capital productif et des travailleurs.
**8.** À la différence de l'analyse de Marx, où le taux d'intérêt est un mécanisme de distribution des revenus entre capital productif et financier, caractéristique de l'époque de l'hégémonie du capitalisme industriel.
**9.** Dans l'Annexe 1 se trouve le résumé des principales caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon utilisé pour l'enquête.
**10.** Ceci s'explique par le fait que le plus grand coût financier qu'affrontent les travailleurs de l'économie populaire (par rapport à ceux qui appartiennent au secteur formel), pour accéder aux biens de consommation durable ou semi-durable, se trouve sous forme implicite dans un prix final du produit plus élevé avec le même délai de paiement.
**11.** Pour déterminer les valeurs impliquées dans ces processus d'exploitation (en pourcentage des revenus moyens des travailleurs) nous multiplions les valeurs obtenues au préalable (en termes de taux) par le ratio quotes-parts/revenus.
**12.** Sorte de RMI argentin

**13.** Le taux d'intérêt annuel équivalent se calcule à travers la méthode itérative, sur la base de formule suivante : $C/P_s = [(i\ (1 + i)^n) / ((1 + i)^n - 1)]$. Où : C = quote-part ; $P_s$ = Prix au comptant ; i = taux d'intérêt annuel ; n = numéro de périodes en années.
**14.** Voir le tableau 10 en Annexe 2.

---

# RÉSUMÉS

L'autonomie des travailleurs de l'économie populaire est mise à l'épreuve des relations financières dans lesquelles ils sont insérés et qui tendent à reproduire, sur le terrain de la finance, l'exploitation qu'ils veulent éviter dans le cadre de leurs relations de travail. Dans ce contexte, cet article analyse les relations financières qui s'établissent dans l'accès à la consommation des secteurs populaires en Argentine, et qui peuvent être caractérisées comme une forme d'exploitation économique que nous avons nommée « exploitation financière ». C'est la façon dont cette exploitation financière déstabilise la tentative de construire l'économie populaire comme une classe sociale que cet article prend pour objet. Ce phénomène se distingue d'autres processus de financiarisation dans la mesure où ce n'est pas le surendettement des familles qui pose problème, mais l'utilisation de hauts niveaux de taux d'intérêts comme principal mécanisme de transfert des excédents économiques et de hiérarchisation sociale.
Plutôt que de rabattre l'économie populaire sur des catégories préexistantes, ce texte décrit en quoi consiste cette catégorie telle que revendiquée par les travailleurs eux-mêmes : la façon dont ils identifient leurs pratiques économiques, construisent leur mobilisation sociale et travaillent à leurs modes de représentation. Nous démontrerons que la financiarisation ne s'est pas substituée aux relations de travail dans le cadre du capitalisme contemporain. Les rapports entre travail et finance ne sont pas mis au jour par le taux de profit auquel aspire le capitaliste, mais par le taux d'intérêt qui produit un véritable différentiel de revenus. L'exploitation financière objective alors une classe sociale, dont la position est révélée par un taux d'intérêt différentiel par rapport aux autres classes. Le rapport de domination passe par le type de relation établie entre le créancier et l'endetté. En même temps, et toute l'ambiguïté de la dette s'exprime en ce point, une grande partie de la population accède à des biens durables grâce à la consommation financiarisée. En termes polanyiens, le taux d'intérêt est la nouvelle machine à vapeur du capitalisme financiarisé : il produit les grands différentiels de l'accumulation primitive et hiérarchise le monde en servant, en priorité, ceux qui contrôlent les technologies de production des taux d'intérêt.

The workers autonomy in popular economy is challenged by the financial relationships in which they are inserted. This article focus in the way in which financial exploitation destabilizes the attempt to build the popular economy as social class. In this context, we analyzes the financial relationships that characterize the access to consumption in Argentinean popular sectors to show that they are performative of a new form of economic exploitation that we called « financial exploitation ». This phenomenon differs from the traditional processes of financialization because it is not reflected in the household over-indebtedness, but in the use of the interest rate levels (absolute and relative) as the main mechanism to transfer the economic surpluses and to create a social hierarchy.
Without trying to reduce the popular economy to pre-existing categories, this work describes this category how it's claimed by the workers themselves: the way in which they identify their economic practices, how they build their social mobilization and by their representation form.

We will show that financialization not replace the labor relations in the decoding of contemporary capitalism. These two relations, labor and finance, are combined, not so much in the light of the rate of profit that capitalist expect, but around the interest rate. In this sense, financial exploitation objectifies a social class whose position is revealed by a differential of interest rate in relation to other classes. The relationship of domination is between creditor and debtor. At the same time, and with the ambiguity that the debt has in this point, a part of the population access to durable goods thanks to financialized consumption. In Polanyan terms, the interest rate is the new steam engine of financial capitalism. It produces the great differentials of the primitive accumulation and hierarchizes the world, taking in priority those that control the technologies of production of interest rates.

La autonomía de los trabajadores de la economía popular esta desafiada por la relaciones financieras en las cuáles están insertos y que tiende a reproducir en el campo de la finanza, la explotación que tratan de evitar en sus relaciones laborales. Este articulo toma por objeto el modo en el cuál la explotación financiera desestabiliza la tentativa de construir la economía popular como una clase social. Para esto analiza las relaciones financieras que caracterizan el acceso al consumo en los sectores populares de la Argentina y muestra que las mismas son performativas de una forma de explotación económica propia que denominamos "explotación financiera". Dicho fenómeno se diferencia de los procesos tradicionales de financierización porque no se refleja en un sobre-endeudamiento de las familias, sino que utiliza los niveles de tasa de interés (absolutos y relativos) como principal mecanismo de transferencia de los excedentes económicos y de jerarquización social.
Sin pretender reducir la economía popular a categorías pre-existentes, el trabajo describe en que consiste esta categoría tal cómo es revindicada por los propios trabajadores: la forma con que identifican sus prácticas económicas, construyen su mobilización social y trabajan sus modos de representación. Se observa que la financierización no substituyó a las relaciones laborales en la descodificación del capitalismo contemporáneo. Por el contrario, trabajo y finanza se combinaron no tanto entorno a la tasa de ganancia a la cuál aspira el capitalista, sino alrededor de la tasa de interés que produce el verdadero diferencial de ingresos. En este sentido, la explotación financiera objetiva una clase social cuya posición se revela por un diferencial de tasa de interés en relación a otras. La dominación pasa entonces por el tipo de relación que se establece entre el acreedor y el deudor. Al mismo tiempo, y con toda la ambigüedad de la deuda se expresa en este punto, una parte de la población accede a bienes duraderos gracias al consumo financierizado. En termino polanyanos, le tasa de interés es la nueva máquina de vapor del capitalismo financiero, ya que produce los grandes diferenciales de la acumulación primitiva y jerarquiza el mundo sirviendo prioritariamente a quienes controlan las tecnologías de producción de tasas de interés.

## INDEX

**Palabras claves :** economía popular, explotación financiera, Argentina
**Keywords :** popular economy, financial exploitation, Argentina
**Mots-clés :** économie populaire, exploitation financière, Argentine
**Code JEL** E26 - Informal Economy; Underground Economy, E43 - Determination of Interest Rates; Terms Structure of Interest Rates, G19 - Other, J81 - Working Conditions

# AUTEURS


## PABLO IGNACIO CHENA

Chercheur au LESET/IDHICS-CONICET (Instituto de Investigaciones en Humanidades y Ciencias Sociales - Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas de Argentina) ; pablochena@gmail.com

## ALEXANDRE ROIG

Enseignant-chercheur au CESE/IDAES-UNSAM (Centro de Estudios Sociales de la Economía/ Instituto de Altos Estudios Sociales – Universidad Nacional de San Martín de Argentina) ; aroig@unsam.edu.ar